Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 3 AU 10 SEPTEMBRE 2018

SOMMAIRE :

AFRIQUE 2
AMERIQUE - ETATS-UNIS 5
ASIE - PACIFIQUE 12
EUROPE 13
PROCHE & MOYEN ORIENT 17
RUSSIE 19

Sorbonne Université, 1 rue Victor Cousin, 75005 Paris
contact@nemrod-ecds.com

AFRIQUE

LE SPECTRE DES MILICES INDEPENDANTES FAIT DE NOUVEAU TREMBLER LE GOUVERNEMENT LIBYEN.

Depuis fin août, le gouvernement d'union nationale tente d'endiguer, sans y parvenir, les affrontements entre milices au cœur de Tripoli. Bien que la mission de l'ONU en Libye a immédiatement demandé la fin de "toute opération militaire" afin de protéger la vie des civils exposés à "l'utilisation d'armes lourdes" dans les zones densément peuplées, la situation n'a fait que dégénérer jusqu'à la récente déclaration de l'État d'urgence par le premier ministre libyen. De fait, Tripoli est devenu l'épicentre d'une lutte pour le partage du pouvoir entre deux groupes armés : la milice des révolutionnaires de Tripoli, et celle de la brigade du septième régiment-infanterie. Elles sont pourtant supposées obéir au Conseil présidentiel libyen, puisque l'une dépend du ministère de l'Intérieur, tandis que l'autre appartient au ministère de la Défense. En réalité, ces affrontements répondent à des logiques de prise de territoire, qui visent à terme à éliminer la faction tribale ennemie afin de mettre la main sur les revenus de l'Etat et accéder aux plus hautes fonctions du gouvernement. En 2015, l'accord politique inter-libyen de Skhirat était censé apaiser les rivalités en permettant aux milices d'intégrer l'appareil d'Etat, que cela soit en rejoignant les forces loyalistes ou en participant à la garde présidentielle. Ce fut un échec, puisque trois ans après les milices disposent de leur indépendance sur le terrain. Après la signature d'un cessez-le-feu le 4 août dernier qui a échoué, les observateurs ne semblent voir l'issue du conflit que dans la victoire de l'une ou l'autre faction. La France, qui soutient la tenue d'élections en Libye d'ici la fin de l'année en appelle à l'unité, tandis que le Maréchal Haftar, homme fort de la Cyrénaïque, se serait d'ores et déjà déclaré prêt à marcher sur Tripoli s'il le fallait.

LA CORNE AFRICAINE S'ENGAGE-T-ELLE VERS LA PAIX REGIONALE ?

Les dirigeants de l'Erythrée, de l'Ethiopie et de la Somalie ont signé un accord qui entérine le rapprochement entre les trois pays. Rédigé autour des thématiques de la coopération culturelle et sécuritaire, chaque pays s'est engagé à respecter la souveraineté de son voisin, et à reconnaître son indépendance. Ce virage diplomatique fait suite à la paix signée entre l'Ethiopie et l'Erythrée, ainsi qu'à la visite du président somalien à Asmara le mois dernier (une nouvelle ambassade

éthiopienne vient d'y être inaugurée cette semaine). Plus inattendu, la visite des trois ministres des affaires étrangères de Somalie, Ethiopie et Erythrée ce jeudi à Djibouti, pour y multiplier les signes d'apaisement après un déjeuner collectif et une réunion de travail. Pour rappel, Djibouti semblait jusque-là s'opposer au rapprochement de ses voisins, puisqu'un contentieux frontalier persiste toujours avec l'Erythrée dans la région de Ras Doumeira. Surtout, Djibouti disposait d'une position unique dans ce climat de défiance, offrant un accès pacifié à la mer rouge dont plusieurs pays occidentaux ainsi que la Chine ont su tirer profit. Pourtant, le ministre djiboutien des Affaires étrangères Mahmoud Ali Youssouf semble avoir changé de posture, en décrivant l'Erythrée comme un "pays frère" avec lequel il est nécessaire d'opter pour des "relations normalisées". Si ces efforts se poursuivent, la Corne de l'Afrique pourrait à la surprise générale retrouver une forme d'unité perdue propice aux échanges tant culturels que commerciaux. Dans cette optique, l'Erythrée se débarrasse peu à peu de son statut "d'état voyou" isolé sur la scène internationale, grâce notamment à la signature d'un accord avec la Russie pour la construction d'une plateforme logistique sur l'un de ses ports. L'ONU, de son côté, semble sous l'impulsion des Etats Unis considérer la possible levée des sanctions qui pèsent sur Asmara.

LE TANKER "PANTELENA" DISPARAIT AU LARGE DU GABON

Le navire et son équipage, composé de 17 marins géorgiens et 2 marins russes, n'a plus donné de nouvelles depuis environ une semaine. L'équipage de ce tanker, qui navigue sous pavillon panaméen, a pour la dernière fois donné des signes de vie le 14 août dernier, au large de Libreville, capitale du Gabon. L'armateur Lotus ne donne pas pour le moment plus d'informations sur le statut de l'équipage et la nature des ravisseurs. Depuis la dernière décennie le Golfe de Guinée devient une zone dangereuse pour les navires. Les pirates se font plus présents et plus menaçants.

LA MAURITANIE SE SERAIT PROCUREE UN AVION DEDIE AUX MISSIONS ISR

L'armée de l'air mauritanienne serait sur le point de recevoir un Basler BT-67 modifié pour mener des missions de reconnaissance et de renseignement. Ce serait l'USAF qui se procurerait l'avion pour la Mauritanie, au titre d'une Foreign Military Sale ou FMS, dans la mesure où ce pays est le seul à utiliser cet appareil dans une configuration ISR. Le premier BT-67 avait été modifié en 2014. Une fois modifiés,

ils disposent de bonnes capacités de détection et de transmission, qui leur permettent de maintenir la liaison avec les unités au sol.

AMERIQUE - ETATS-UNIS

LES ETATS-UNIS ACCROISSENT LA PRESSION SUR LE PAKISTAN

Conformément aux dispositions annoncées dans la nouvelle stratégie américaine pour l'Afghanistan, Washington souhaite voir un renforcement de l'action du Pakistan ; les tensions entre les deux pays ont conduit Donald Trump à suspendre l'aide américaine au Pakistan. Nous vous renvoyons sur ce point à l'analyse de Xavier Marié.

INDE : SIGNATURE D'UN ACCORD DE DEFENSE MAIS PAS DE DECISION SUR L'ACQUISITION PREVUE DU S-400

Le 5 septembre, les Etats-Unis et l'Inde ont signé un accord sur le partage de leur réseau de communication, alors que la menace de sanctions américaines si l'Inde optait finalement pour les missiles S-400 court encore. Nous vous renvoyons sur ce point à l'analyse de Clémence Cassé.

EXERCICES NIPPO-AMERICAINS EN MER DE CHINE

Des navires de guerre américains et japonais sillonnent la mer de Chine méridionale dans le cadre d'une démonstration de force dans l'arrière-cour chinoise. Nous vous renvoyons à l'analyse de Boris Delagenière.

LES SENATEURS AMERICAINS MENACENT LES PAYS QUI ROMPRAIENT LEURS RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC TAÏWAN

Face à la volonté chinoise d'isoler Taiwan, le sénateur Marco Rubio pousse à l'élaboration d'une législation visant à sanctionner les Etats qui abandonnent leurs relations avec ce petit État insulaire, situé à 180 km des côtes de son ennemi historique. Nous vous renvoyons à l'analyse de Boris Delagenière.

AFGHANISTAN : DECES D'UN SOLDAT AMERICAIN DANS UNE ATTAQUE INTERNE

Un soldat américain appartenant à la 1ère *Security Force Assistance Brigade* (*SFAB*), nouvelle unité dédiée à la formation des forces alliées, a été abattu par un policier afghan dans la province de Logar. Il s'agit du deuxième militaire de cette unité à être victime de ce type d'attaques, malheureusement encore très fréquentes et particulièrement redoutées des forces occidentales du fait de leur imprévisibilité. Cet incident témoigne de la persistance de la menace taleb, jusque parmi les rangs mêmes des forces de défense et de sécurité afghanes.

AFGHANISTAN : PASSATION DE COMMANDEMENT A LA TETE DES FORCES DE L'OTAN

Le général Austin Scott Miller a pris dimanche dernier le commandement de *Resolute Support,* la mission de l'OTAN en Afghanistan, comprenant 41 pays. Miller succède ce faisant au général John Nicholson, qui a occupé ce poste durant plus de deux ans.

La passation de pouvoir intervient alors que les forces afghanes luttent pour contenir un renaissance des Taliban, couplée à la montée en puissance de la branche afghane de Daech, et ce alors que les deux mouvements islamistes ont lancé une vague d'attaques meurtrières au cours des derniers mois. Il ne faut pas oublier que les Taliban contrôlent à ce jour entre 44 et 61% de districts du pays selon les estimations, seuls 56% du territoire seraient contrôlés par le gouvernement et environ un tiers ferait l'objet de combats.

La mission de l'OTAN, qui a débuté il y a près de 17 ans, a commencé avec l'invasion américaine visant à renverser le pouvoir taleb après les attaques du 11 septembre. Les États-Unis et l'OTAN ont officiellement mis fin à leurs missions de combat en 2014, même s'ils continuent activement de soutenir les forces afghanes gouvernementales.

Le général Nicholson a exhorté les Taliban à accepter l'offre du cessez-le-feu proposée par le gouvernement, en incitant à la reprise des négociations de paix.

VERS UN REMPLACEMENT DU SECDEF MATTIS ?

Selon un article du *Washington Post*, l'éventualité d'un départ du Secrétaire à la Défense James Mattis serait sérieusement envisagée au sein de la Maison-Blanche. Ces spéculations se sont vraisemblablement intensifiées suite à la publication explosive de l'ouvrage de Bob Woodward qui brosse un tableau très critique de l'administration Trump, fondé sur de nombreux témoignages anonymes. Parmi ceux-ci, l'auteur relève des déclarations supposées du SECDEF Mattis mettant en cause les actions et capacités de compréhension du président Trump. James Mattis a réagi à la publication du livre en le qualifiant de « *fiction* ».
Néanmoins, une liste informelle de potentiels successeurs semble avoir été dressée selon un haut responsable de la Maison-Blanche, au premier rang desquels le général à la retraite Jack Keane (ancien vice-chef d'état-major de l'*Army* et respecté autant par le président Trump que par le Congrès), mais également des figures telles que les sénateurs républicains Tom Cotton et Lindsey Graham. En tout état de cause, il convient de faire preuve d'une grande prudence quant à ce sujet particulièrement délicat.

SYRIE: LE PRESIDENT TRUMP MET EN GARDE LE REGIME CONTRE TOUT RECOURS AUX ARMES CHIMIQUES SUR FOND DE MENACES RUSSES

Le président Trump a adressé une mise en garde claire au régime de Bachar al-Assad devant l'imminence de l'assaut sur la province d'Idlib, dernier bastion majeur tenu par les forces rebelles. La Maison-Blanche a en particulier réitéré sa détermination à conduire des frappes en cas de recours par le régime à des armes chimiques.
Les tensions déjà fortes ont été encore accrues par plusieurs avertissements russes à l'encontre des forces américaines présentes dans la zone qui devrait faire l'objet de l'offensive syrienne, directement soutenue par la Russie. Il s'agit en particulier de la zone entourant la base américaine d'al-Tanf. Des responsables du Pentagone affirment que Moscou a été prévenu que les forces américaines répondraient à toute attaque sans avoir besoin de recourir à une autorisation hiérarchique.

Il est néanmoins assez vraisemblable de faire l'hypothèse que des moyens de coordination seront mis en place entre les commandements russe et américain afin de réduire tout risque d'escalade majeure.

LES ETATS-UNIS DESIGNENT LA BRANCHE MALIENNE D'AL-QAÏDA COMME GROUPE TERRORISTE

Le Département d'Etat a annoncé avoir ajouté à sa liste d'organisations terroristes la branche d'Al-Qaïda pour le Mali et l'Afrique occidentale, dit JNIM pour Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin. Le groupe fondé en mars 2017 et désormais dirigé par Iyad Ghaly, un Touareg malien, constitue une coalition de groupes islamistes ayant préalablement fait allégeance à Al-Qaida, parmi lesquels Ansar Dine (le groupe dont est originaire Iyad Ghaly), Al Mourabitoune, AQMI-Grand Sahara ainsi que la Katiba Macina ou Front de libération de Macina.

DES *MARINES* DU 24E *MEU* DEVRAIENT PARTICIPER A L'EXERCICE MULTINATIONAL OTANIEN *TRIDENT JUNCTURE*

De nouvelles tensions avec la Russie semblent inévitables alors que se prépare l'exercice *Trident Juncture*, exercice multinational majeur de l'Otan qui prendra place cet automne en Norvège, avec un accent sur la zone arctique, particulièrement sensible pour Moscou. En effet, cet entraînement qui inclut déjà environ 40000 hommes, une centaine d'aéronefs et une douzaine de navires devrait voir la participation d'un nombre encore indéterminé de *Marines* du 24e *Marine Expeditionary Unit*.

MATTIS PRESENTE LES CHANGEMENTS POUR LES FORCES SPECIALES EN AFRIQUE

Après l'embuscade d'octobre dernier au Niger qui avait coûté la vie à quatre soldats américains ainsi qu'à quatre soldats nigériens, James Mattis a annoncé la semaine dernière que des changements vont avoir lieu dans la préparation des forces spéciales en vue de leurs missions en Afrique. En effet, l'enquête sur l'affrontement meurtrier d'octobre menée par l'*US Africa Command* a révélé que les Bérets Verts et les forces nigériennes ne s'étaient pas suffisamment entraînées ensemble.
Les changements prévus incluent principalement une plus grande exigence en matière de formation et d'entraînement. Depuis octobre, l'armée américaine a déjà procédé à des modifications comme le raccourcissement des délais mais aussi l'armement de drones *MQ-9 Reaper* auparavant seulement chargés de missions de renseignement. Néanmoins, cette capacité de renseignement a également été renforcée avec l'augmentation des moyens ISR (*Intelligence, Surveillance and*

Reconnaissance) déployés dans la région. Enfin, l'*US Air Force* s'apprête à ouvrir la *Niger Air Base 201* en bordure du Sahara. Cette base devrait à terme accueillir les drones armés américains au Niger, dont les missions sont pour l'instant lancées depuis Niamey, la capitale du Niger.

VISITE DU *CJCS* DUNFORD EN GRECE

Alors que les tensions entre Washington et Ankara semblent ne pas faiblir, le *Chief of the Joint Chiefs of Staff* Joseph Dunford a effectué une visite de deux jours en Grèce, durant laquelle il a rencontré son homologue, l'amiral Evangelos Apostolakis à Athènes. Le caractère symbolique de cette visite traduisant la solidité du lien bilatéral ne doit pas être ignoré. Le Secrétaire d'Etat au Commerce Wilbur Ross s'est également rendu dans le pays plus tard dans la semaine.

UN *F-35* ENDOMMAGE LORS D'UN EXERCICE DE RAVITAILLEMENT EN VOL

Premier incident majeur affectant la version embarquée du *F-35* (*F-35C*), un appareil a été endommagé durant un exercice de ravitaillement en vol impliquant un *F/A-18F Super Hornet*. Les deux aéronefs sont néanmoins parvenus à atterrir sans dommage supplémentaire. L'incident fera l'objet d'une enquête. L'exercice en question s'inscrivait dans le cadre du premier déploiement opérationnel du *F-35* à bord d'un porte-avions de la *Navy*.

CRASH D'UN DRONE *RQ-4 GLOBAL HAWK*

Après plus de deux mois de silence, l'*US European Command* a reconnu que l'un de ses drones de surveillance de type *RQ-4 Global Hawk* s'était écrasé en juin dans l'Atlantique au large des côtes espagnoles. Il s'agit, pour cette année, du deuxième accident concernant ce drone, le plus grand de la flotte américaine, dédié aux missions de surveillance et d'observation de longue durée à haute altitude, et modifié par la *Navy* pour conduire des missions de patrouille maritime.

AMERIQUE LATINE

BOLIVIE : 1ERE FOIRE AERONAUTIQUE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE A LA PAZ

La *1ere Foire Aéronautique de Science et de Technologie* a été organisé par le *Département VI-Science et Technologie* de l'État-Major de la *Force Aérienne Bolivienne* à la Paz. Du 6 au 9 septembre, des entreprises, des universités, des instituts scientifiques et le public intéressé se réuniront afin de promouvoir les avancées stratégiques et technologiques aériennes nationales et d'informer la population sur les travaux de la *FAB*. Les drones constituaient un pan important de cette exposition avec deux programmes phares. Le projet *Construction d'un drone autonome pour différentes altitudes* doit permettre des activités en haute altitude, notamment en intégrant des charges supplémentaires. Le second projet, *Détection de Couleur, de forme et de parcours avec un drone*, soutient le développement d'un système élémentaire de contrôle intelligent basé sur une vision cognitive d'IA.

COLOMBIE : DEBUT DE L'EXERCICE *ANGEL DE LOS ANDES II*

La *Force Aérienne Colombienne* (*FAC*) a annoncé le début de l'exercice *Angel de los Andes II* (Ange des Andes en français) qui aura lieu du 3 au 14 septembre 2018 avec la participation de douze Etats. Il aura pour point de départ la base aérienne colombienne du Commandement Aérien de Combat *Cacom* n°5. Cet exercice international doit permettre l'amélioration des techniques de secours et d'assistance humanitaire ainsi que de favoriser l'échange des procédures logistiques entre les différents pays participants. On compte parmi eux la France, les Etats-Unis, le Canada, le Brésil et de nombreux Etats latino-américains dont l'Argentine, le Panama et l'Equateur.

MEXIQUE : L'AGRANDISSEMENT DU PARC NATIONAL DE VEHICULES MILITAIRES

Du 1er décembre 2012 au 30 juin 2018, les Forces Armées Mexicaines ont bénéficié d'un important programme d'investissement en véhicules. L'Armée nationale a ainsi reçu 6040 véhicules motorisés en plus de son parc automobile antérieur. On compte ainsi la présence actuelle de 4773 *Humvee* dont les versions

M1038 Cargo/Troop Carrier et *M1026*. La Marine mexicaine a quant à elle incorpore 50 véhicules blindés *Humvee* dans la version *M1151A1B1*, un véhicule *Mack Sherpa Scout* et deux véhicules tactiques *Polaris*.

PEROU : LA VISION STRATEGIQUE DE LA *MARINE DE GUERRE*

Le directeur exécutif de la Direction des Capitaines et Gardes Cotes de la Marine de Guerre du Pérou, le contre-amiral Rodolfo Sablich Luna Victoria, a exposé la vision stratégique maritime de son pays à l'occasion du *IVe Symposium International de la Sécurité et de la Défense 2018*. Si l'autorité maritime nationale demeure la *MGP*, cette dernière s'appuie sur un ensemble d'entités régionales et locales qui coordonnent l'action de la *Marine de Guerre* dans les eaux territoriales nationales notamment *Comandancia de Operaciones Guardacostas*. Etant donné la surface maritime du Pérou, les enjeux stratégiques militaires marins et l'implication de la *MGP* sont fondamentaux selon le contre-amiral. La pêche, les activités touristiques, les recherches scientifiques et l'extraction de ressources naturelles doivent pouvoir interagir les unes avec les autres au sein des eaux territoriales péruviennes.

URUGUAY : LE BRESIL AUTORISE LE TRANSFERT DE 25 CHARS *M-41C*

Le Sénat brésilien a approuvé le 5 septembre dernier la loi qui autorise le transfert à l'Armée uruguayenne de 25 chars légers *M-41C*. Ce transfert est maintenant entre les mains de la Présidence brésilienne qui s'assure du suivi de la commande. Les 86000 dollars dépensés pour le transfert des véhicules entre le Brésil et l'Uruguay seront pris en charge par le Ministère de la Défense brésilien. L'Uruguay dispose déjà de 22 engins du même modèle.

ASIE – PACIFIQUE

SOMMET CHINE-AFRIQUE A PEKIN: L'IDYLLE SE POURSUIT

Ce lundi 3 septembre s'est tenu pendant deux jours à Pékin le Sommet Chine-Afrique 2018. A l'exception de l'eSwatini (ex-Swaziland), seul pays d'Afrique à entretenir des relations avec Taiwan, ce sont l'ensemble des chefs d'Etat africains qui ont été reçu avec faste et chaleur par le Président Xi Jinping.

La recette de ses relations si cordiales entre la Chine et l'Afrique ? L'approche en cinq « non » préconisée par Xi Jinping: pas d'ingérence dans les affaires intérieures des pays africains, pas d'immixtion dans leurs politiques de développement, pas d'injonction de la part de Chine, pas non plus d'exigences politiques et moins encore de gains égoïstes dans les opérations de financement chinoises en Afrique.

Parmi les conclusions tirées de cette rencontre, est soulignée la nécessité pour les dirigeants africains de mettre en œuvre les réformes nécessaires à la libéralisation du continent pour faciliter les investissements chinois. Est en outre réaffirmée la promesse de Xi Jinping d'investir 60 milliards USD supplémentaires d'aide et de prêts dans les années à venir.

VISITE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES CHINOIS AU PAKISTAN

Quelques jours après la courte escale à Islamad du secrétaire d'état américain en déplacement pour l'Inde, c'est au tour du ministre des affaires étrangères chinois Wang Yi de se rendre au Pakistan. C'est la première visite officielle que rend la Chine à son allié historique depuis l'élection cet été du nouveau gouvernement dirigé par Imran Khan. Lors de sa campagne, ce dernier s'est engagé à plus de transparence dans la conduite du projet CPEC (Chinese-Pakistan Economic Corridor).

EUROPE

L'ARMEE AMERICAINE RENFORCE SA PRESENCE EN EUROPE

Richard Grenell, ambassadeur des États-Unis à Berlin, l'a annoncé le 7 septembre : d'ici 2020, l'armée américaine déploiera 1500 hommes supplémentaires en Bavière, à Grafenwöhr et à Ansbach. Ils rejoindront les 33 000 soldats américains déjà présents en Allemagne, mais stationneront en permanence quand les autres effectuent pour la plupart des rotations d'une durée de neuf mois.

La décision pourrait surprendre quand on se rappelle l'urgence exprimée par le président Trump au sommet de l'OTAN organisé à Bruxelles : les pays européens, et particulièrement l'Allemagne, ne respectent pas l'objectif de porter les dépenses militaires nationales à 2%. Le gouvernement américain aurait même envisagé des solutions de rapatriement en juin dernier.

Pourtant, cette récente décision confirme la tendance des dernières années, durant lesquelles l'armée américaine a continuellement augmenté sa présence militaire en Europe, en particulier depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014. Une présence accrue qui ne favorise pas les projets du président Macron dans le sens d'une défense européenne plus indépendante des États-Unis.

ALERTE ROUGE AU-DESSUS DES ETATS BALTES

Le 31 août dernier, quatre avions de chasse F-16 belges avaient pris la tête de la mission OTAN de police du ciel en Estonie - dénommée *Baltic Air Policing* -, dans le cadre d'une opération lancée dans les États baltes en 2004. C'est à présent au tour des quatre avions de combat multirôle *Eurofighter* allemands de se joindre au contingent. Nous vous renvoyons sur ce point aux analyses de notre équipe.

ARRIVEE DES PREMIERS MILITAIRES ITALIENS AU NIGER

Le gouvernement italien avait déclaré fin 2017 son intention de déployer des militaires au Niger afin d'appuyer les forces nigériennes. C'est désormais chose faite, avec l'arrivée à Niamey de 25 formateurs spécialisés dans la lutte contre-insurrectionnelle et la gestion de foule.

Le 17 janvier dernier, le parlement italien avait voté l'envoi d'une force de 470 militaires, mais il est peu probable qu'un tel nombre soit atteint dans les faits. En effet, l'annonce de l'envoi du contingent italien avait créé de vives tension entre Niamey et Rome, les autorités nigériennes niant avoir été informées ou consultées sur ce sujet. Quelques mois plus tard, les tensions entre les deux pays semblent s'être quelque peu apaisées.

L'implication grandissante de l'Italie sur le continent africain s'inscrit dans une stratégie de long terme qui consiste à se positionner au Sahel et au Sahara durablement pour mieux contrôler les flux migratoires en direction de l'Europe. Ainsi, l'Italie a récemment ouvert de nouvelles ambassades au Niger et en Guinée, inaugurées par le ministre des Affaires Etrangères italien lors de sa tournée africaine du début d'année. Par ailleurs, l'Italie est d'ores et déjà bien implantée en Libye, où elle possède une base militaire à Misrata et une base maritime à Tripoli, pour un total de 400 militaires présents sur le sol Libyen.

LE GENERAL LECOINTRE LIVRE SA VISION POUR LES ARMEES AUX DEPUTES DE LA COMMISSION DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Nous vous renvoyons sur ce point aux analyses détaillées de notre équipe.

LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL APPROUVE L'ACHAT DE NOUVEAUX NH-90 ET LA MODERNISATION DES CHINHOOK

Le gouvernement espagnol a donné son feu vert pour modifier les crédits engagés dans les Programmes Spéciaux de Modernisation (PEA selon leur sigle espagnol), et ainsi moderniser les hélicoptères de manoeuvre et d'assaut *CH-47 D Chinhook* en service, et acquérir 23 hélicoptères NH-90. Ces programmes s'inscrivent dans le cadre d'un plan de modernisation de 5 milliards d'euros annoncé en juillet dernier par la ministre de la défense Margarita Robles.

Par ailleurs, des hésitations s'étaient manifestées début 2017 sur le fait de savoir si l'Espagne acquerrait une version navalisée du NH-90 ou opterait, pour équiper sa marine, pour des hélicoptères américains ; c'est finalement une version navalisée du NH-90 qui sera développée.

Discours de Florence Parly au CNES : satellite espion russe et strategie de defense spatiale

Dans un discours prononcé au centre national des études spatiales (CNES), la ministre des armées a déclaré que le satellite militaire franco-italien Athena-Fidus avait été espionné par un petit satellite russe nommé "Loutch-Olimp". Ce même satellite aurait également, selon le Pentagone, tenté d'obtenir des images de la part du fournisseur américain de services Intelsat - sans doute pour capter des images destinées aux forces russes déployées sur le théâtre syrien.

La ministre des armées a également défini l'espace comme un "lieu de confrontations", faisant écho aux propos du président de la République, qui demandait la mise en place d'une "stratégie spatiale de défense". "Ce sont aussi des satellites qui épient Daech depuis l'espace, nous permettent de voir où ses derniers assassins se terrent et de leur asséner coup sur coup. C'est encore depuis le ciel que nous avons pu concevoir l'opération Hamilton : grâce à un renseignement spatial minutieux, à la géolocalisation, à nos systèmes de communication militaire." a indiqué la ministre des Armées pour justifier la mise en place d'une telle stratégie, dont les conclusions lui seront remises "dans quelques semaines".

Un navire britannique mene une "operation de liberte de navigation" en mer de Chine

Le HMS Albion a croisé dans les eaux contestées des îles Paracels, en mer de Chine du Sud. La Chine, le Vietnam, et Taïwan revendiquent ces îles. Une frégate et deux hélicoptères chinois sont intervenus, alors que Pékin a demandé aux Britanniques de cesser toute provocation, qui pourraient nuire aux relations bilatérales entre les deux Etats. Le 5 juin 2016, Jean-Yves Le Drian, alors ministre des Armées, avait annoncé lors du *Dialogue Shangri La* que des navires français croiseraient régulièrement en Mer de Chine du Sud pour garantir la liberté de navigation. Si une telle initiative de la part de Paris n'a pas bouleversé les équilibres militaires dans la région, elle a contribué à isoler davantage la Chine, qui persiste à ignorer la sentence du Tribunal Arbitral de La Haye ; le 12 juillet, la Cour avait débouté la Chine de toutes se prétentions territoriales dans la région.

Le gouvernement espagnol bloque la livraison de missiles a l'Arabie Saoudite en raison de son action au Yemen

Comme annoncé par la radio *Cadena SER* lundi 3 septembre, le gouvernement espagnol et sa ministre de la défense Margarita Robles ont décidé de bloquer la livraison de 400 bombes à guidage laser à l'Arabie Saoudite. Le ministère de la Défense s'est contenté dans un communiqué de confirmer la décision, sans donner plus de détails. Le contrat en question avait été signé en 2015 sous le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy, pour un montant total de 9,2 millions d'euros. Cette décision intervient alors que le rôle de l'Arabie Saoudite à la tête de la coalition d'appui au gouvernement yéménite face aux rebelles houthistes, soutenu par l'Iran, est pointé du doigt. La guerre qui sévit au Yémen depuis près de 4 ans a déjà fait 50 000 victimes, selon les estimations du Washington Post, dont 66 enfants pour le seul mois d'août 2018. Une mission d'experts du conseil des droits de l'homme de l'ONU qui étudie le conflit depuis son commencement en septembre 2014, a affirmé lors de la publication de ses travaux "avoir *des motifs raisonnables de croire que des membres du gouvernement yéménite et de la coalition ont pu mener des attaques (...) pouvant constituer des crimes de guerre".*

En écho à ces avertissements, la secrétaire d'Etat au commerce Xiana Mendes, en charge des contrats d'armement, a reçu cette semaine les ONG Oxfam, Amnesty et Greenpeace qui ont mené campagne contre la livraison du contrat de 400 missiles. L'Espagne reste cependant le quatrième exportateur d'armes vers l'Arabie Saoudite selon *Cadena SER*, et risque de voir un autre contrat militaire d'importance menacé, signé en juillet 2018. Le média ibérique *El Indepediente* estime qu'un contrat de 5 corvettes construit par l'industriel naval Navantia pour la marine saoudienne pour 1,8 milliards de dollars, générateur de 6 000 emplois en Andalousie, risque d'être mis dans la balance en représailles par le royaume saoudien. Face aux enjeux économiques et sociaux, une cellule de crise diplomatique a été ouverte selon le même journal.

PROCHE & MOYEN ORIENT

SYRIE - REPRISE DES BOMBARDEMENTS DU REGIME SUR IDLIB

Les bombardements du régime syrien et de son allié russe sur la poche d'Idlib se sont intensifiés ces dernières semaines à l'est d'Alep, et surtout au nord de Hama (sud de la poche d'Idlib). Le prochain objectif du régime pourrait être la dispersion des rebelles par des bombardements aériens massifs dans le sud de la poche d'Idlib afin de lancer un assaut terrestre pour atteindre la ville de Khan Sheikhoun, sur la route d'Idlib. Malgré les tentatives diplomatiques et les récriminations de la Turquie, le régime syrien semble déterminé à reprendre la dernière enclave rebelle d'envergure. Une crise humanitaire sans précédent risque de se produire avec notamment un afflux massif de réfugiés vers la Turquie.

SYRIE – OPPOSITION TURQUE A L'OFFENSIVE DU REGIME SYRIEN SUR IDLIB

Le gouvernement turc a fait savoir son opposition à une intervention du régime syrien dans la région d'Idlib. Le ministre des affaires étrangères turc, Mevlüt Çavuşoğlu déclarait en Russie la semaine dernière qu'une telle intervention serait « un désastre humanitaire », en estimant que cette attaque susciterait un nouvel afflux de réfugiés vers la Turquie. En effet, près de 3,5 millions de personnes dans la région d'Idlib sont des déplacés internes. Mais derrière l'aspect humanitaire de l'opposition turque se trouve aussi des intérêts militaires. Dans la région d'Idlib, la Turquie possède douze postes d'observations militaires servant officiellement des initiatives de désescalade, mais permettant aussi de soutenir des pourparlers entre les forces rebelles du Nord de la Syrie.

La Turquie espère en effet que le regroupement des forces rebelles au nord de la Syrie empêcherait une intervention des troupes pro-Assad. L'ensemble des pourparlers entre des forces rebelles est soutenu par la Turquie depuis le début du mois d'août. Cela permettrait à la Turquie de renforcer son rôle face à l'Iran d'une part, et face à la Russie et les troupes d'Assad d'autre part.

IRAK - POURSUITE DE LA CONTESTATION SOCIALE DANS LE SUD

Le gouvernorat de Bassora est toujours en proie à un mouvement de contestation sociale, celui-ci se durcit alors que le gouvernement est de plus en plus fragilisé. La majorité gouvernementale est toujours instable, reposant sur des alliances fragiles. Le sud du pays, à majorité chiite, connaît des difficultés économiques importantes, en partie lié à la baisse du prix du baril, ainsi que des infrastructures défaillantes. En effet, l'approvisionnement en eau polluée a causé l'hospitalisation de plus de 30 000 personnes depuis la mi-août. Les efforts de stabilisation du pays, encouragés par la coalition menée par les Etats-Unis, sont menacés par ces problèmes structurels sous-jacents.

RUSSIE

AFFAIRE SKRIPAL : LA POLICE BRITANNIQUE LANCE UN MANDAT D'ARRET CONTRE DEUX RESSORTISSANTS RUSSES

Le 5 septembre, au terme d'une enquête approfondie ayant duré près de 6 mois, la police britannique a lancé un mandat d'arrêt contre deux ressortissants russes pour leur implication dans l'empoisonnement de Sergueï Skripal et sa fille Ioulia, à savoir Alexander Petrov et Ruslan Bochirov (ces noms sont vraisemblablement des pseudonymes). Selon les services de renseignement britanniques, ces deux individus sont des officiers du GRU, les services de renseignement militaires russes. Ils sont désormais poursuivis pour "conspiration en vue de commettre un meurtre" et "usage et possession de Novitchok". Theresa May, dans une annonce devant le Parlement, a souligné que l'opération avait "certainement été approuvée [...] à un niveau élevé de l'Etat russe". Ben Wallace, son secrétaire d'Etat à la sécurité, a pour sa part expressément nommé Vladimir Poutine.

Lors des discussions concernant le dossier Skripal au Conseil de Sécurité de l'ONU le 6 septembre, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis et le Canada ont déclaré avoir une entière confiance dans les conclusions britanniques avant d'exhorter la Russie à fournir à l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) des informations complètes sur son programme Novitchok. Sans surprise, le Kremlin a rejeté toute accusation. Parmi les mesures envisagées, Londres prévoit "davantage de sanctions" mais souhaite également élaborer, en collaboration avec ses alliés européens, un régime de sanctions applicables en cas d'utilisation d'armes chimiques.

EXERCICES MILITAIRES « VOSTOK 2018 » - QUE CHERCHE LA RUSSIE A SA FRONTIERE ORIENTALE ?

Du 11 au 15 septembre, La Russie lance, comme chaque année, l'exercice Vostok à sa frontière ; il sera cette fois d'une ampleur jusqu'alors inégalée, même par Zapad. Nous vous renvoyons à l'analyse de Suzanne Kaltenbach.

NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Amélie Dugast, Camille De La Rochère

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Simon Troadec

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Youri Desvigne